

Aujourd'hui, ces déboutés « *sans-papiers* » ne sont même plus hébergés : ils sont coincés ici, enfermés dehors, sans aucun moyen de travailler légalement. Cela constitue un profond déni de la réalité de la part des pouvoirs publics, ainsi qu'un profond mépris des droits humains élémentaires. Nombre de personnes sont aussi dans cette situation sur le campement de la faculté de lettres de Clermont-Ferrand.

- Pas le moindre contact avec le Conseil Départemental, pourtant en charge de la Protection de l'Enfance. Depuis une semaine, au moins 5 enfants de moins de 3 ans dorment sous la tente avec leurs parents à la faculté de lettres de Clermont-Ferrand. Mais certains n'ont pas connu de toit en dur depuis plusieurs mois. Pas le moindre contact du CD non plus concernant les mineurs étrangers arrivés seuls en France dont 80 au moins ont été expulsés de l'ASE. Parmi eux, 35 sont hébergés par les militant.e.s de RESF eux-mêmes, 35 en squat et les autres sont laissés à la rue, à la merci des réseaux mafieux et de prostitution.
- Enfin, mis à part 2 élus d'opposition* Insoumis-Front de Gauche-Place au Peuple à la ville de Clermont-Ferrand qui sont présents quotidiennement comme militant.e-s pour donner la main à ce camp d'infortune, et 1 élue de la majorité municipale venue à titre personnel porter des dons, aucun autre représentant politique de l'État n'a daigné se préoccuper publiquement de la situation.

Aussi, nos revendications sont toujours les mêmes. Nous ne partirons pas tant que nous n'aurons pas obtenu :

- un hébergement stable et pérenne, pour l'ensemble des exilé.e.s présents sur le campement.
- la délivrance de titre de séjour à tous et toutes celles qui n'ont pas de papiers.

Nous sommes bien entendu ouverts à toute discussion avec les pouvoirs publics sur ces bases-là. Nous, simples citoyen.ne.s ne voulons plus effectuer gratuitement un travail qui est du ressort de l'État. Nous ne supportons plus, pour des considérations bassement politiciennes ou sous couvert de restrictions budgétaires, de voir ainsi piétiner les plus élémentaires des droits de l'Homme.

Articles de presse locaux

- France 3 Auvergne « Des migrants installent leur tente à la fac de lettres de Clermont-Ferrand », 03/10/17
<http://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/puy-de-dome/clermont-ferrand/migrants-installent-leur-tente-a-la-fac-de-lettres-de-clermont-ferrand>
- France 3 Auvergne « Clermont-Ferrand : malgré des relogements, des migrants campent toujours à la faculté de lettres », 09/10/17
<http://france3-regions.francetvinfo.fr/auvergne-rhone-alpes/puy-de-dome/clermont-ferrand/clermont-ferrand-malgre-des-relogements-des-migrants-campent-toujours-a-la-fac-de-lettres>
- La Montagne « Les migrants de la place du 1er-Mai à Clermont-Ferrand s'installent à la fac de lettres », le 03/10/17
<http://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand/social/puy-de-dome/2017/10/03/les-migrants-de-la-place-du-1er-mai-a-clermont-ferrand-s-installent-a-la-fac-de-lettres>
- La Montagne « Clermont-Ferrand : quelques propositions de relogement aux migrants de la fac de lettres » le 09/10/17
<http://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand/social/puy-de-dome/2017/10/09/clermont-ferrand-quelques-propositions-de-relogement-aux-migrants-de-la-fac-de-lettres>
- La Montagne « Le campement des migrants de la fac de lettres de Clermont-Ferrand de plus en plus organisé » le 11/10/17
<http://www.lamontagne.fr/clermont-ferrand/social/puy-de-dome/2017/10/11/le-campement-des-migrants-de-la-fac-de-lettres-de-clermont-ferrand-de-plus-en-plus-organise>
- France Bleu « Clermont-Ferrand : les migrants de la fac de lettres manifestent pour ne pas tomber dans l'oubli » le 06/10/17
<https://www.francebleu.fr/infos/societe/clermont-ferrand-les-migrants-de-la-fac-de-lettres-manifestent-jusqu-a-la-pr>

* *Marianne Maximi et Alparslan Coskun.*



Communiqué du RESF 63

Réseau éducation sans frontière 63

21 rue Jean Richepin 63 000 Clermont-Ferrand

resf63@free.fr

Simon Lamure : 06 50 09 33 61

Didier Pagès : 06 81 78 28 06

Martine Roussel : 06 87 11 05 42

Toutes les infos sur le Facebook du RESF63

<https://www.facebook.com/resf63/>

Clermont-Ferrand le 12 octobre 2017,

Objet : Campement de migrant.e.s installé dans la faculté de lettres de Clermont-Ferrand.

Depuis le 3 octobre une centaine de demandeurs d'asiles et sans-papiers non hébergés, dont une quarantaine d'enfants ont posé leurs tentes dans l'enceinte de la faculté de lettres de Gergovia à Clermont-Ferrand. Ils viennent d'Albanie, de Russie, de Tchetchénie, du Kosovo, du Mali, d'Algérie...

Ailleurs dans un squat plus de trente cinq mineurs isolés venus de différents États africains « vivent » avec l'aide de militant-e-s de RESF. Avec le soutien des membres du Réseau Éducation Sans Frontières, les familles et les personnes isolées se sont regroupées pour faire respecter leur droit à un logement digne. Depuis plusieurs mois, les services de l'État les laisse vivre dans le dénuement le plus total sans toit au dessus de leurs têtes, sans accès à l'eau ni à des sanitaires. Les pouvoirs publics (Préfecture, Mairie, Conseil Départemental) se renvoient la balle, laissant la situation pourrir et confrontant ces familles et ces enfants aux dangers et à l'insalubrité de la rue et maintenant au froid.

Plus d'une semaine après l'installation des exilé.e.s sans toit dans la cour de la faculté de lettres de l'Université Clermont-Auvergne, un premier bilan s'impose :

- 2 visites de la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS), travaillant sous l'égide de la préfecture, n'ont permis aux pouvoirs publics que de commencer à rattraper leur retard : des demandeurs d'asile se sont vu proposer une place en CADA, une obligation dont l'État aurait du s'acquitter bien avant.
- Quelques personnes se sont vus proposer des nuitées en hôtels, mais l'arrivée quotidienne de nouveaux exilé.e.s nous laisse penser que la préfecture tout en répondant à certaines situations se livre dans le même temps à un indigne jeu de «chaises musicales».
- Aucune avancée sur une véritable prise en charge des nouveaux arrivants en France : cette terrible régression, entamée sous la présidence de Nicolas Sarkozy et aggravée sous François Hollande, est devenue la norme. Avant d'être officiellement reconnu comme demandeur d'asile, un nouvel arrivant doit attendre un rendez-vous à la préfecture, qu'il obtiendra un mois ou plus, plus tard. Alors qu'il s'agit du moment où ils sont les plus fragiles, les plus exposés, les exilé.e.s ne sont pas hébergés, en vertu d'une interprétation réductrice du droit. Cette pratique est une honte sans nom. Elle est en grande partie responsable de la détresse des personnes que nous accueillons malgré nous sur la fac de Lettres.
 - Aucune avancée non-plus sur la délivrance de simples titres de séjours aux déboutés du droit d'asile.
 - Dans l'impossibilité d'expulser tous les « déboutés du droit d'asile » (en raison du coût de chacune de ces expulsions compris, entre 20 000 et 40 000€ par personne), l'État laisse donc volontairement des années durant des personnes, des familles entières sans droits, dans la peur permanente, cachées et donc dans l'impossibilité de s'insérer. Sans aides et sans le droit de travailler, cette situation plonge les exilé.es dans une profonde détresse à tous les niveaux (économique, sociale, psychique...) qui est un terreau fertile pour les organisations criminelles qui profitent de la misère.